

Aux Médias,

Berne, le 11 mars 2026

Communiqué de presse Uniterre:

PA 30+: Le Conseil fédéral en dévoile les grandes lignes, aucune révolution en vue!

[Le 18 février](#), le Conseil fédéral a présenté les grandes lignes de la prochaine politique agricole (PA30+). Fruit d'une collaboration entre l'OFAG et le groupe d'accompagnement constitué de plusieurs organisations agricoles, les premières esquisses de cette nouvelle mouture contiennent plusieurs points que nous critiquons!

Le Conseil fédéral a dévoilé les grandes lignes de la politique agricole qui devra faire foi à partir de 2030. Cette proposition se déploie en quatre grands axes, chacun proposant une palette de mesures. Nous revenons sur certaines de ces mesures que nous considérons importantes.

1. Accroître la marge de manœuvre et réduire la charge administrative

La simplification du système des paiements directs est souhaitable mais, en l'état, les propositions du Conseil fédéral ne répondent pas au défi de la disparition des fermes et par là même de la destruction de l'agriculture paysanne. Les autorités ne prennent pas suffisamment en compte les services écosystémiques rendus notamment par les petites fermes. La proposition du Conseil fédéral d'orienter les paiements directs sur des résultats plutôt que sur des mesures est souhaitable, mais cela devrait justement être fait sur la base d'indicateurs qui considèrent l'ensemble des critères de durabilité susceptibles de se diriger vers une agriculture paysanne. C'est ce que propose, par exemple, le [Diagnostic agriculture paysanne](#), qui est un outil que nous soutenons et qui est actuellement testé sur les territoires vaudois et genevois.

2. Faciliter le fonctionnement des marchés

Plusieurs mesures sont ici prévues par le Conseil fédéral. Nous saluons, tout d'abord, la volonté de renforcer l'observatoire du marché. Il est notamment prévu de mesurer la marge brute de certains groupes de produits et de communiquer ces informations. Cette évolution va dans la direction de l'initiative parlementaire 22.477 [qui a été acceptée par le Parlement après un intense travail politique](#). Nous resterons toutefois attentifs à la mise en application de ces mesures, afin d'améliorer la transparence de la formation des prix.

S'agissant du renforcement des mesures d'entraide dans l'agriculture, nous avons toujours défendu une représentation équitable des producteurs et productrices et l'interdiction des doubles casquettes. Les prix indicatifs devraient être des prix minimaux et être orientés en fonction des coûts de production. Dans ces conditions, nous saluerions une extension de ce mécanisme aux autres produits que le seul lait. Et, parlant de ce dernier, nous estimons que l'augmentation de la prime à la transformation fromagère doit être conditionnée à l'assurance du versement de cette contribution aux producteurs·trices et garantir enfin que ces contributions ne soient pas [détournées pour des exportations de fromages bradés!](#)

Enfin, **nous nous opposons fermement à une augmentation des limites UMOS** (unités de main-d'œuvre) qui permettent d'avoir accès aux paiements directs. Cette mesure ne va que renforcer le changement structurel et la mort des petits domaines qui pourtant contribuent de manière substantielle à l'agriculture paysanne ! Vouloir augmenter cette limite, c'est ne pas reconnaître ce que peuvent apporter les petites structures pour notre souveraineté alimentaire. Plus nous aurons de fermes diversifiées, plus nous serons résilients!

3. Améliorer les bases de production et l'utilisation efficiente des ressources

Les mesures touchant à la protection durable des cultures sont louables mais doivent profiter de moyens financiers supplémentaires. De plus, le réseau de démonstration formé d'exploitations agricoles pilotes que prévoit de mettre en place le Conseil fédéral devrait s'inspirer ou directement s'appuyer sur le [projet pilote de coaching agroécologique chapeauté par Agroecologyworks!](#), dans lequel Uniterre participe activement. Se reposer et promouvoir ce qui existe et fonctionne déjà nous semble être la stratégie la plus intelligente.

S'agissant des exigences concernant la formation, nous nous opposons aux propositions du Conseil fédéral, car de nombreuses personnes déjà au bénéfice d'une première formation sont motivées à s'engager dans le monde agricole. Cette main d'œuvre supplémentaire est nécessaire si nous voulons nous diriger vers une agriculture paysanne! Nous défendons toutefois un soutien fort à la formation continue pour permettre aux personnes de perfectionner leurs connaissances et les bonnes pratiques, le métier d'agriculteurs·trices ne s'improvisant pas.

Enfin, nous saluons la volonté de promouvoir et d'inciter à la production et à la consommation de cultures végétales destinées directement à l'alimentation humaine; une manière de se diriger vers une plus grande souveraineté alimentaire et une augmentation de notre taux d'autoapprovisionnement.

4. Promouvoir la durabilité de la chaîne de création de valeur

Sur ce volet, les autorités fédérales ont décidé de miser sur des conventions d'objectifs non-contraignantes avec les détaillants. Ces conventions non-contraignantes sont de la poudre aux yeux! Il faut, au contraire, mettre en place des conventions contraignantes qui permettent une réelle transition. Rappelons-le une fois encore : le duopole Migros-Coop détient quelques 80% du marché. Ces deux acteurs sont beaucoup trop puissants et cela nécessite des mesures qui puissent réellement avoir un effet – outre la fixation de prix qui couvrent les coûts de production afin de permettre aux paysannes et paysans de sortir la tête de l'eau.

Finalement, s'agissant du renforcement des prescriptions en matière d'étiquetage pour les produits d'origine animale importés : l'inversement de la charge de la preuve est un minimum. Il faudrait, bien plus, pouvoir interdire les produits qui ne respectent pas les normes de bien-être animal suisse ou, du moins, pouvoir les taxer. Sans quoi nous assistons à une situation de dumping et de concurrence déloyale avec la production suisse.

Uniterre continuera de suivre les évolutions de la prochaine politique agricole et poursuivra ses discussions bilatérales avec l'OFAG afin de défendre une agriculture paysanne! Nous n'hésiterons pas à faire une salve de propositions au Parlement lors des discussions en plénum par l'intermédiaire de notre conseiller national Rudi Berli afin de rectifier le tir.

Contacts

Rudi Berli, membre du comité (DE/FR) : r.berli@uniterre.ch, 078 707 78 83

Karel Ziehli, secrétaire politique (FR/DE) : k.ziehli@uniterre.ch, 079 266 16 57